

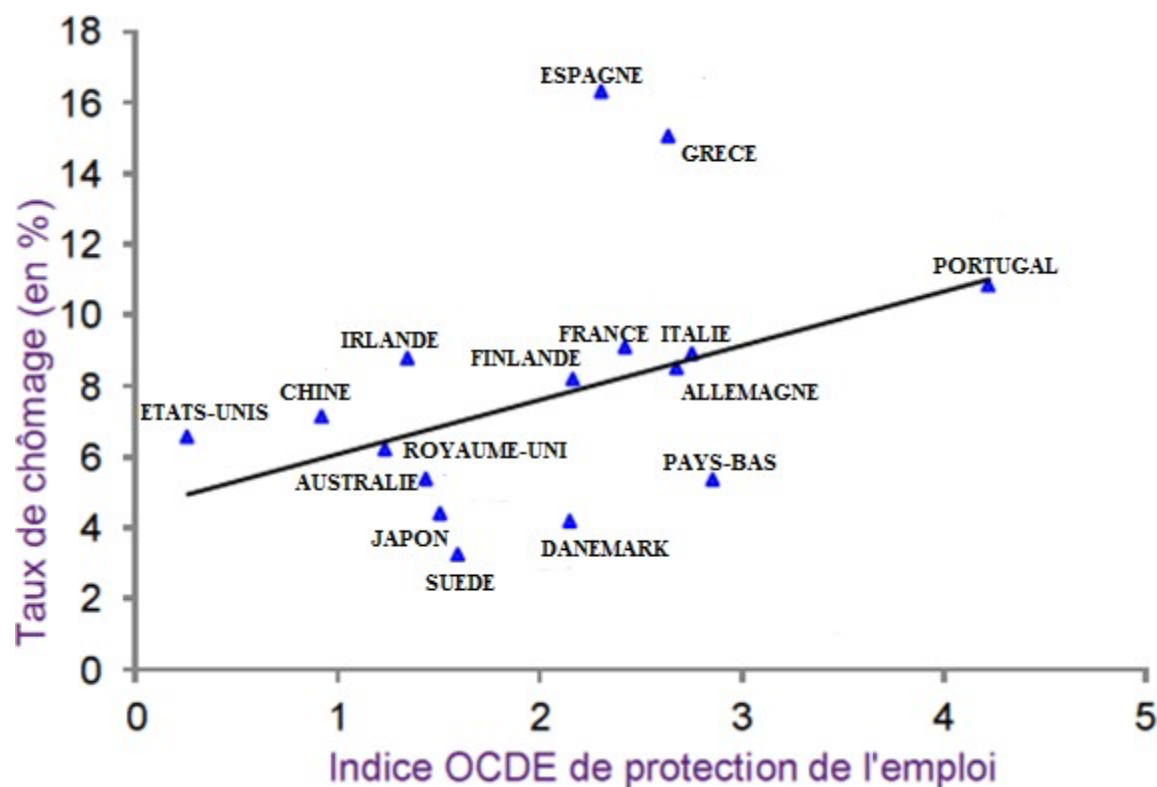
**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les institutions ont des effets positifs et négatifs sur le chômage structurel.

DOCUMENT 1

Indice de protection de l'emploi et taux de chômage en % (moyenne 2002-2016)



Source : « Protection de l'emploi et chômage », *Flash Économie*, Natixis, 18 avril 2016.

Note : L'indice OCDE de protection de l'emploi mesure les procédures et les coûts qu'impliquent le licenciement et le recrutement de travailleurs. Il varie de 0 à 6 (6 étant le plus haut niveau de protection).

DOCUMENT 2

Quand on introduit ou augmente le salaire minimum, [...] certaines entreprises embaucheront moins qu'elles ne l'auraient fait (ou suppriment des emplois) - c'est en quelque sorte l'effet direct coût du travail [...].

Des études [...] qui ont analysé de façon approfondie une grande chaîne de distribution, ont pu déceler dans certains cas un effet positif des hausses du salaire minimum en termes d'incitation, ce qui renvoie au mécanisme de « salaire d'efficience » selon lequel le salaire peut avoir un effet positif sur la productivité. Mais les entreprises peuvent aussi essayer d'accroître la productivité face à une augmentation du salaire minimum simplement en exigeant davantage de leurs salariés : en intensifiant le travail (accroissement des cadences, réduction des temps de pause), en fixant des objectifs plus exigeants, etc. C'est ce que constatent par exemple les auteurs d'une étude comparative de l'impact du salaire minimum dans les *fast-foods* en Alabama et en Géorgie.

De façon plus positive, une augmentation du salaire minimum peut inciter les entreprises à accroître la productivité de leurs salariés en les formant davantage. Cela suppose que les entreprises n'essayent pas de compenser une hausse du salaire minimum par des baisses de dépense de formation.

Source : Jérôme GAUTIÉ, *Le salaire minimum et l'emploi*, 2020.

DOCUMENT 3

Compte tenu du fait que la mobilité est particulièrement basse chez les femmes avec enfants, il nous semble qu'une piste intéressante consisterait à renforcer les aides à la garde d'enfants. [...] Des partenariats avec des haltes-garderies où un parent aurait la possibilité de déposer son enfant le temps d'aller passer un entretien d'embauche pourraient constituer une solution d'urgence décisive pour l'avenir professionnel du parent [...].

Les analyses des zones franches urbaines (ZFU) françaises suggèrent aussi une efficacité limitée des politiques de l'emploi très géographiquement ciblées. Les ZFU ont été créées en 1996. Ce sont des zones où se concentrent les problèmes de pauvreté et de chômage et dans lesquelles les entreprises de moins de 50 employés bénéficient pendant au moins cinq ans d'exemptions¹ fiscales et d'exonérations de cotisations sociales. Ces incitations ont eu un effet globalement positif sur l'emploi local grâce à l'implantation de nouvelles entreprises, mais, dans les zones voisines, l'emploi a diminué [...].

Les politiques locales d'incitation fiscale à la création d'emplois gagneraient probablement à être couplées à des programmes de formation intensive des chômeurs locaux.

Source : Alexandra ROULET, *Améliorer les appariements sur le marché du travail*, 2018.

1 : Dispenses de payer des impôts.